



THIERRY MARIANI : « PRIORITÉ À L'EMPLOI ET À LA SÉCURITÉ ! »

LIRE PAGES 2 ET 10

ENVIRONNEMENT

LE CHÈQUE VERT

• Ecologie : stop aux discours ! Des actes pour encourager les bonnes pratiques • PAGE 6

SERVICE PUBLIC

AU SERVICE DES HABITANTS

• Transports, bureaux de Poste, aides à la personne : notre Région se mobilise • PAGE 11

BOUCHES-DU-RHÔNE



BERNARD DEFLESSELLES : « EN ROUTE POUR L'ALTERNANCE »

• Bernard Deflesselles annonce ses objectifs • PAGE 3

TRANSPORTS

PASS TRANSPORTS

• Plus pratique, plus économique et plus écologique. Avec le Pass Transports, prenez le train et les transports publics dans toute la Région • PAGE 7

SÉCURITÉ

UN DROIT POUR CHACUN

• La Région s'engagera en faveur de la sécurité • PAGE 10

La France change. Ma Région doit changer aussi



Priorité. Thierry Mariani s'engage pour la sécurité

NOUS AGIRONS ENSEMBLE POUR UNE RÉGION PLUS SÛRE !

Depuis douze ans, la Région a refusé d'affronter le problème de la sécurité. Prétextant que ce n'était ni ses affaires ni ses compétences, elle a abandonné les autres collectivités et les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur à leurs difficultés. C'est regrettable. Car ce n'est pas ma conception de l'engagement public ni du rôle de notre Région. Lorsque l'on a des problèmes aussi graves que celui de l'insécurité, chacun a un devoir : s'engager et agir là où il le peut. Au lendemain de l'élection, la Région prendra ses responsabilités. C'est ce que je vous propose. C'est mon engagement et celui de toute mon équipe : nous agissons ensemble pour une région plus sûre.

Nous le ferons, parce que la sécurité c'est le premier des droits de chaque citoyen. Lutter contre la



délinquance avec fermeté s'impose à tout élu républicain, car l'insécurité est à l'heure actuelle l'une des plus grandes injustices.

Un plan régional pour la sécurité

La Région exerce de grandes compétences dans trois domaines

importants : les lycées, les trains express régionaux et la formation. La sécurité sera le maître-mot de notre action : nous équiperons les gares de systèmes de vidéo-surveillance. Des équipes mobiles assureront la sécurité à bord des TER. Nous aiderons, au cas par cas, les proviseurs à améliorer la sécurité dans les lycées. Nous aiderons les maires à installer des équipements de vidéosurveillance dans leur commune. Enfin, nous développerons des formations professionnelles consacrées aux métiers de la sécurité (policiers municipaux et ruraux). Bref, partout où nous le pourrons, nous mobiliserons tous les moyens publics, nous travaillerons avec tous nos partenaires pour concourir à rétablir la sécurité publique. •

THIERRY MARIANI

**14 ET 21 MARS 2010
VOTEZ !**

Les 14 et 21 mars, votez pour la seule liste qui apportera le vrai changement. Donnez à notre Région une nouvelle majorité et un nouveau souffle. Emploi, sécurité, environnement, formation, transports : avec les listes conduites par Thierry Mariani, vous donnerez une nouvelle chance à Provence-Alpes-Côte d'Azur !

NOUS CONTACTER

Permanence régionale
de Thierry Mariani
62 boulevard des Dames
13002 Marseille.
Mail : contact@mariani-paca2010.fr
Tél. : 04 91 90 06 25

Responsable de la publication :
Alexandre Serina

www.mariani-paca2010.fr

LA FRANCE CHANGE. MA RÉGION DOIT CHANGER AUSSI

Grandes réunions publiques

Salon-de-Provence

1^{er} mars, 18 h 30

Espace Charles Trenet

17 Bd Aristide-Briand

Arles

4 mars, 18 h 30

Salle des fêtes

Bd des Lices

Marseille

10 mars, 19 h

Le Dôme

48 Avenue Saint-Just



Suivez l'actualité de la campagne sur www.mariani-paca2010.fr

Bouches-du-Rhône. Bernard Deflesselles s'engage pour une Région plus proche de vous

«UNE ALTERNANCE PORTEUSE D'ESPOIRS!»

Depuis bientôt 12 ans, la Gauche avec à sa tête le socialiste Michel Vauzelle exerce un pouvoir absolu en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans notre département. Alors que s'expriment les promesses d'un président, redevenu candidat, pour exercer un troisième mandat, nos concitoyens doivent se voir proposer une véritable alternative.

En effet, en 12 ans d'exercice du pouvoir, la Gauche a-t-elle rendu la Région plus forte, plus attractive et plus solidaire ?

A l'évidence, il n'en est rien ! Elle a fondé sa politique sur trois pratiques coûteuses et peu efficaces. La première est celle d'un « *clientélisme d'influence* » : on veut tout entreprendre, dans tous les domaines, pour avoir l'illusion de privilégier un « *électorat ami* » et tout



cela, en fin de compte, au détriment de l'intérêt général.

La deuxième est un jeu dangereux pour la démocratie car elle consiste à opposer la Région à l'Etat, l'utili-

sant comme un contre pouvoir, au lieu de jouer la complémentarité pour une plus grande efficacité. L'exécutif socialiste se garde bien de dire que plus de la moitié des ressources financières des régions provient des caisses de l'Etat.

Dans ce même esprit, on oublie bien sûr de dire que l'Etat participe, à parité, à la définition et au financement des contrats de projets, contrats dont l'exécutif s'approprie volontiers l'exclusivité des résultats dès lors que ceux-ci sont jugés positifs.

La troisième consiste à multiplier les engagements de la Région en intervenant, la plupart du temps, dans des domaines de compétences déjà dédiées à d'autres collectivités.

Les actions se juxtaposent, s'empilent, dans ce qui devient une sorte de jungle de l'action publique, sans règle ni frontière, aggravant la dette et alourdissant les impôts.

Nous ferons passer l'intérêt général avant tout !

Nous avons fait un autre choix : celui de relever de nouveaux défis, ceux de la connaissance et de l'innovation, du développement durable et de l'équilibre entre nos territoires ; le choix d'un « *mieux vivre ensemble* ».

C'est l'ambition que je vous propose de partager aux côtés de Thierry Mariani, pour notre département des Bouches-du-Rhône, au cœur d'une région « *Capitale euro-méditerranéenne* ».

BERNARD DEFLESSELLES

AGRICULTURE

Les Bouches-du-Rhône sont le poumon de l'agriculture maraîchère de notre région. Nous lancerons un plan d'urgence pour l'agriculture.

Les productions agricoles (fruits, légumes et viticulture) sont à la base des filières de valorisation et de commercialisation notamment avec deux des plus grands marchés d'intérêts nationaux du pays, à Châteaurenard et aux Arnavaux à Marseille.

Ces filières d'excellence sont cependant très concurrencées par les productions du bassin méditerranéen. Nous engagerons le département dans un véritable plan d'urgence pour les agriculteurs autour de :

- la lutte contre le recul des terres agricoles ;
- l'aide aux équipements et aux investissements ;
- l'aide à l'installation et à la reprise d'exploitations ;
- la prime au développement ;
- la prime aux aînés (pour garantir les revenus d'une retraite digne).

Économie. Priorité à l'emploi

PLUS D'ENTREPRISES POUR PLUS D'EMPLOIS

Une nouvelle stratégie

Nous voulons mettre un terme à douze années d'absence de stratégie économique, à trop de dispositifs et à un saupoudrage des aides qui rendent l'action régionale illisible. Nous impulserons une nouvelle stratégie économique pour les Bouches-du-Rhône autour de trois axes :

- Le développement durable, source exponentielle de nouveaux emplois, de nouvelles compétences et d'une nouvelle croissance.
- L'aide aux PME/TPE, qui constituent 90 % des entreprises de notre département.
- L'affirmation de Marseille comme capitale euro-méditerranéenne.

Un nouvel élan pour les entreprises

Nous appelons à la création d'un « *pôle économique territorial* » dont le rôle sera de hiérarchiser et de coordonner l'aide et l'accompagnement des acteurs économiques dans notre département. Ce « *pôle économique* » aura pour fonction de :

• Favoriser le lien entre Emploi et Formation en mettant la formation professionnelle au service des besoins des entreprises.

• Développer la logique des « *clusters* », c'est-à-dire la mise en réseau des partenaires de chaque filière.

• Repenser l'innovation sera également un grand chantier départemental, notamment en y associant recherche fondamentale et recherche appliquée, qui culturellement restent encore trop éloignées.

• Permettre à nos entreprises un meilleur accès à nos 4 pôles de compétitivité afin de mieux les associer à leurs recherches.

• Mieux aider les PME qui dans notre département restent un gisement d'emplois, d'innovation et de dynamisme, notamment en mettant en place des « *incubateurs d'entreprises* ».

• Créer un Fonds Régional Stratégique d'Investissement destiné à entrer dans le capital des entreprises positionnées sur des marchés à haute valeur ajoutée ou dans des filières stratégiques. Le secteur de la microélectronique



de Rousset pourrait en bénéficier à l'instar de l'entreprise Gemalto, à Gémenos, qui a reçu 160 millions d'euros du FSI de l'Etat.

Transports. Faciliter les déplacements

4 PROPOSITIONS POUR VOUS FAIRE AIMER LE TRAIN

Une compétence régionale

Une des premières responsabilités de la Région est le financement des transports ferroviaires de voyageurs en partenariat avec la SNCF et RFF (Réseau Ferré de France), compétence expérimentée dès 1997 à l'initiative de Jean-Claude Gaudin et Christian Estrosi. 60 000 voyageurs étaient alors quotidiennement transportés par les trains express régionaux (TER).

Beaucoup d'investissements revendiqués par M. Vauzelle pour des résultats décevants

Malgré des investissements voulus et programmés par la Région et financés aux deux tiers par l'Etat, la fréquentation est restée stable! Cet échec s'explique certainement par le manque d'attractivité des TER. Un sur quatre subit régulièrement des « perturbations », soit par le fait de grèves ou de retards

soit par manque de fiabilité. Le manque d'attractivité résulte également d'un accès difficile aux gares et du coût trop élevé des stationnements à proximité.

Redonner de l'attractivité au train

Il faut sortir de cette impasse et garantir un service public fiable à nos concitoyens. Nous proposons que la Région en sa qualité d'autorité organisatrice des transports réalise les investissements suivants :

1. **Structurer le réseau ferroviaire** dans les Bouches-du-Rhône, afin qu'il offre des temps de parcours inter-cités de 15 à 20 minutes entre chaque grand bassin de vie et d'emploi. Cela signifie notamment de terminer le doublement de la voie entre Aix et Marseille, le triplement de celle entre Marseille et Aubagne et aussi, réactiver la voie entre Aix et Rognac.



2. **Construire une liaison directe** rapide pour connecter l'aéroport de Marignane à Marseille et à Aix-en-Provence.

3. **Profiter de la réalisation** du TGV Sud-Est pour mieux développer l'offre ferroviaire départementale.

4. **Appliquer une tarification** dé-

partementale unique pour encourager l'utilisation des transports en commun (train, tram, métro, bus).

C'est la réalisation de ces quatre propositions qui rendra les transports ferroviaires efficaces, modernes et attractifs. •

Université. Construisons ensemble l'université de demain

VERS L'UNIVERSITÉ DE DEMAIN

En février 2008, Nicolas Sarkozy lançait l'Opération Campus, destinée à « renforcer l'attractivité et la visibilité internationale de nos universités ».

Moins de deux ans après, nos trois Universités (l'Université de Provence, l'Université de la Méditerranée et l'Université Paul Cézanne) réunies pour former le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) d'Aix-Marseille ont reçu le label Campus et une somme de 500 millions d'euros de la part de l'Etat. Un montant considérable et sans précédent!

Une vaste opération de réhabilitation immobilière sur les sites Aix-Schuman et Marseille-Luminy a débuté. Elle porte sur les 40% de bâtiments qui ne sont plus adaptés et un ensemble d'aménagements urbains comprenant une mise en service de Busways.

Une richesse disciplinaire

En 2012, l'Université d'Aix-Marseille comptera plus de 70 000 étudiants, 2350 publiants et 150 laboratoires

de recherche. Cette richesse disciplinaire (droit et science politique, économie et gestion, arts, lettres, langues et sciences humaines, santé, sciences et technologies) fera de notre Université la plus grande Université de France, compétitive au niveau international.

Pour un campus d'excellence

Nous soutiendrons sa candidature auprès du Gouvernement pour qu'elle devienne l'un des 10 Campus d'Excellence que le Président de la République veut voir émerger dans le cadre du Grand Emprunt.

Un plus grand rayonnement

Nous accompagnerons financièrement son développement en complémentarité des aides de l'Etat, afin qu'elle rayonne nationalement et internationalement.

Vers des juniors entreprises

Nous la rapprocherons des entreprises, en faisant émerger des juniors entreprises. Elles offrent la possibilité aux étudiants d'ap-



pliquer dans le monde du travail, sous la forme de projets rémunérés, les enseignements théoriques qu'ils reçoivent. L'objectif est de leur permettre d'acquérir le plus tôt possible une pratique indispensable pour mieux les préparer à leur future profession.

De nouvelles bourses

Nous augmenterons le nombre de bourses post-doctorales afin d'accueillir les meilleurs chercheurs étrangers et de permettre aux nôtres de partir en stage dans de grands laboratoires internationaux. •

VIVONS CONNECTÉS

À l'heure d'Internet, la connexion de tous en haut débit et des entreprises en très haut débit sera notre priorité.

Dès mars 2010, nous lancerons un plan de connexion de l'ensemble de nos territoires, afin que tous les foyers puissent être connectés à Internet en haut débit. D'autre part, nous nous mobiliserons pour que les habitants des Bouches-du-Rhône puissent bénéficier d'une couverture plus efficace par les réseaux de téléphonie mobile.



Environnement. Les paysages sont notre atout

DES TERRITOIRES À PROTÉGER, DES ÉNERGIES NATURELLES À VALORISER

Notre département est confronté à un défi majeur : produire plus d'énergie alors même que notre environnement souffre du réchauffement climatique. Le Grenelle de l'Environnement voulu par le Président de la République a fixé un objectif : protéger notre environnement et développer les énergies renouvelables. C'est aussi notre engagement pour notre département.

Préservons notre environnement terrestre et marin

Dans les Bouches-du-Rhône, l'année 2010 va être marquée par la création du Parc national des Calanques. Il sera le seul Parc national français à la fois terrestre et marin relevant le défi de la protection et de la valorisation de notre patrimoine. Ce sont ainsi 11 200 hectares terrestres et 78 000 hectares marins qui auront l'assurance d'un label et d'une reconnaissance mondiale. L'objectif étant de préserver la richesse de ce patrimoine paysager, culturel (Grotte Cosquer) et naturel en fragile équilibre. Ce



projet exceptionnel, porté par l'Etat, sera l'un des fleurons de notre patrimoine départemental. A ce titre, notre engagement est de faire en sorte que chaque habitant puisse y accéder et en profiter pleinement.

Les énergies propres : la clé de l'avenir

Le développement des énergies propres, qui contribuent au développement économique de nos

territoires et à la sécurisation de notre approvisionnement en énergie, est également notre priorité. Nous voulons faire des Bouches-du-Rhône l'un des départements leaders dans les domaines du solaire et de l'éolien.

Avec près de 300 jours d'ensoleillement par an et faisant partie des départements les plus venteux de France, notre département dispose d'un potentiel important mais accuse un retard considé-

rable qu'il faut impérativement combler.

Les Bouches-du-Rhône comptent actuellement 3 parcs éoliens terrestres : Port St Louis du Rhône, Fos Sur Mer et St Martin de Crau. L'éolien est une source d'énergie à valoriser mais une condition expresse doit être respectée : celle du respect de la beauté des sites et de nos paysages. •

ÉNERGIES

La commune de La Barben, près de Salon-de-Provence, a en projet l'implantation du premier parc photovoltaïque du département. 472 000 panneaux solaires seront installés, 17 communes et plus de 150 000 habitants seront alimentés en énergie propre d'ici 2011. Notre engagement est acquis. De cette expérience, nous souhaitons faire émerger des projets similaires. Notre effort financier sera destiné aux communes et aux particuliers.

NOUS SOMMES ENGAGÉS POUR LA SANTÉ



médico-sociaux de l'ensemble de la Région.

Préserver l'excellence

La filière santé mérite d'être particulièrement suivie et soutenue par la Région : dans le domaine de la recherche et notamment en faveur

Le secteur de la santé a, dans notre département, un impact économique équivalent à celui du bâtiment et des travaux publics. Cela représente dans les Bouches-du-Rhône 72 000 emplois, 30% des lits d'hôpitaux et 75% des établissements

du cancéropôle Paoli Calmettes, du Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy, de l'Institut de Biologie du Développement de Marseille et des CHU des Hôpitaux de l'Assistance Publique.

Solidarité. Accompagner plus humainement

ALZHEIMER : MIEUX ACCOMPAGNER LES MALADES ET LEURS FAMILLES

Beaucoup de nos concitoyens se trouvent démunis face à cette maladie qui touche un grand nombre de nos aînés.

Beaucoup trop de familles assurent seules et au quotidien les soins et les gardes de leurs aînés les conduisant dans un grand désarroi.

Le Gouvernement a pris ce problème « à bras le corps » en instituant le Plan Alzheimer comme priorité nationale. La Région doit s'y impliquer afin de développer les accueils en centres spécialisés aujourd'hui en nombre insuffisant et au coût trop onéreux dans notre département.

Des centres d'accompagnement et de répit

A l'image des « accueils de jour » créés à Aubagne et à La Ciotat, qui permettent de recevoir les malades quelques heures afin de soulager les familles, nous voulons créer des « centres d'accompagnement et de répit » qui, sur ce principe pourraient accueillir les malades plusieurs jours durant, voire une semaine.

Ces centres permettraient ainsi aux familles qui le souhaitent, de pouvoir quelque temps, reprendre le cours d'une vie plus apaisée. •

Ecologie. Stop aux discours : des actes !

L'AVENIR EST DANS L'ENVIRONNEMENT !

Nous avons une chance extraordinaire : nous vivons dans l'une des plus belles Régions de France! Mais elle est aussi la plus polluée: agissons pour l'environnement.

Une charte foncière. Il y a urgence !

À mesure que le temps passe, les zones urbaines prennent le pas sur les terres agricoles et les espaces naturels. La Région doit agir pour préserver ces richesses : optimiser l'espace afin que la ville et les constructions ne détériorent pas nos paysages, c'est une urgence, qui nécessite une politique ambitieuse. Nous proposons que dans chaque département, une charte foncière soit élaborée et mise en œuvre. Discuté avec l'ensemble des acteurs locaux de l'aménagement, ce nouvel outil permettra un développement plus harmonieux et plus équilibré de l'urbanisation de notre Région : des zones vertes, véritables poumons pour nos villes et espaces de loisirs pour les habitants, seront définies autour des grands centres urbains.

Une priorité pour la santé

Pour nous, l'environnement est une affaire de qualité de vie, mais aussi



de santé publique. Un air plus respirable, une eau vraiment buvable, des déchets recyclés, des transports régionaux moins stressants : voilà notre ambition. Nous voulons faire de notre Région une Région leader en Europe pour l'écologie et le développement durable.

De nouveaux emplois !

L'environnement est un formidable gisement d'emplois. Nous mettrons en place un fonds d'investissement pour l'économie verte : nous voulons stimuler l'activité, créer de nouveaux emplois en attirant ici des entreprises travaillant

dans les énergies nouvelles, les véhicules du futur ou la protection de l'environnement. •

Le développement durable est notre priorité

Si nous avons la plus belle Région de France, elle est aussi la plus polluée. Il est temps d'agir et de prendre les choses en main. Pour l'environnement, nous nous engageons !

PARCS NATURELS

Cinq parcs naturels régionaux, trois parcs naturels nationaux, des réserves nationales (Carnegie, Crau, Riou, Lubéron, Verdon, etc.) font de Provence-Alpes-Côte d'Azur une terre dont la biodiversité est l'une des plus riches d'Europe. Plus de 500 000 hectares sont des parcs et des réserves naturels. À nous de tout faire pour protéger ce patrimoine naturel inestimable : c'est un enjeu écologique. C'est aussi un enjeu pour l'économie : les paysages sont le premier employeur de la Région ! Les préserver, c'est se mobiliser pour l'emploi, pour notre cadre de vie, pour nos enfants et les générations futures.



URGENCE SUR L'EAU

L'eau est l'une de nos toutes premières richesses naturelles
Aujourd'hui, le Conseil régional ne prend pas la mesure des enjeux, alors que les sécheresses répétées accentuent la pénurie au fil des années. **Se mobiliser pour l'eau est un devoir pour la Région.** Nous mettrons en place une instance de gestion et de concertation à l'échelle de la Région. Elle aura autorité en matière de gestion de l'eau. Sa mission consistera à identifier les besoins présents et à venir, à organiser une gestion des usages respectueuses de la ressource. Elle programmera et planifiera les équipements nécessaires aux besoins de la population et des professionnels.

ON AGIT. Tous ensemble !

LE CHÈQUE VERT

Nous croyons à la responsabilité individuelle. Nous croyons en l'initiative. La collectivité ne peut pas agir seule. Elle doit faire confiance aux habitants pour participer à la préservation de l'environnement. Dans notre Région, le développement durable ne sera plus l'affaire de quelques-uns : ce sera un défi pour tous ! Vous voulez convertir votre logement ou votre entreprise aux énergies nouvelles (soleil, bois, géothermie, etc.) ? Vous voulez acheter une voiture électrique pour votre famille ou votre société ? Vous souhaitez agir pour un environnement de qualité ? La Région vous simplifie la vie !

Les écocitoyens aidés et récompensés !

L'écologie, ça ne se décide pas d'en-haut ! Chaque jour, chacun, avec ses gestes quotidiens, peut agir pour l'environnement. Avec le Chèque Vert, la Région aidera **les initiatives des habitants !**

Avec le chèque vert, le Conseil régional aidera financièrement les habitants (entreprises comme particuliers) à s'équiper en énergies renouvelables, à réaliser le bilan

énergétique de son logement, à construire sa maison suivant les règles de Haute Qualité Environnementale, à récupérer les eaux de pluie, à acheter un véhicule électrique, etc. Bref, les initiatives qui répondront aux exigences du développement durable seront aidées par la collectivité. Dans le même esprit, la Région aidera les communes à conduire des projets écologiques. •



Économie. Entreprises vertes : un formidable potentiel

CRÉONS LES EMPLOIS DE DEMAIN !

Notre Région ne peut plus se permettre de délaisser, comme elle le fait aujourd'hui, le formidable vivier d'activités qu'est le développement durable. Ce serait tourner le dos à l'avenir !

Conception et installation de panneaux solaires, réalisation d'équipements tournés vers les énergies nouvelles, protection de l'environnement, valorisation des paysages naturels, agriculture biologique, construction et commercialisation de véhicules électriques, traitement écologique de l'eau, collecte sélective : l'environnement et le développement durable sont des secteurs économiques en plein essor. La création de milliers d'emplois y est possible. Nous voulons que la Région soit au rendez-vous de l'écologie et de l'emploi.

Attirer des entreprises, créer de nouveaux emplois

En mettant en place un fond d'investissement destiné aux entreprises œuvrant dans le domaine



En menant une ambitieuse politique de développement durable, nous créerons des emplois !

de l'écologie et du développement durable, nous voulons attirer, dans l'ensemble de notre Région, des entreprises vertes.

Ce fond d'investissement permet-

tra également aux jeunes entrepreneurs de monter leur propre société ou de reprendre une entreprise en réorientant son activité vers l'écologie. •

RÉDUIRE LES DÉCHETS

Le traitement des déchets est un enjeu important pour notre Région. Nous mettrons en œuvre une stratégie concertée, afin de diminuer les déchets à la source (réduction des emballages et du tonnage), valoriser les matières (tri, recyclage), développer la filière biomasse, qui, au même titre que les nouvelles énergies et la filière bois, sera utilisée pour les équipements publics (collèges, lycées, etc.)

ÉNERGIES NOUVELLES

Notre Région ne produit aujourd'hui que 10% de l'énergie qu'elle consomme. C'est bien trop peu. Des « plans locaux climats » viseront à réduire la consommation électrique et à développer les énergies nouvelles. Mais pas à n'importe quel prix : les panneaux photovoltaïques et les éoliennes ne doivent pas détériorer nos paysages. Nous définirons, dans chaque territoire, des règles du jeu.

TRANSPORTS EN DOUCEUR

Le réseau routier régional est saturé. Nous donnerons les moyens à chacun de se déplacer autrement et de ne plus subir la situation actuelle. La Région a un rôle moteur pour développer l'usage des modes de « déplacement doux ». Nous inviterons l'ensemble des collectivités locales à se réunir pour que, dans chaque département, nous donnions ensemble plus de place aux modes de transports doux. La Région reverra entièrement l'organisation des trains express régionaux (TER). Elle favorisera

l'intermodalité. Elle aidera financièrement les communes à aménager de nouveaux itinéraires cyclables. Notre conception de l'écologie vous simplifie la vie et agit aujourd'hui pour demain. •



Énergies. Tirons parti de notre environnement !

« NOTRE RÉGION A DE LA RESSOURCE »

Spécialiste des questions écologiques, Bernard Deflesselles est député des Bouches-du-Rhône, conseiller régional.

Notre Région fait-elle assez pour l'environnement ?

Nous sommes confrontés à de graves problèmes : il y a les risques naturels liés au réchauffement climatique qui pèsent sur l'avenir de territoires entiers, les pollutions à l'ozone, la saturation des réseaux routiers, la question du traitement des déchets, la question de l'énergie et de l'eau. Or, le Conseil régional fait du saupoudrage et de la communication, mais il ne prend pas la mesure de l'enjeu : il est urgent de mener des actions cohérentes et ambitieuses, afin d'apporter une réponse concrète aux vrais problèmes.



Quelles sont ces réponses concrètes et cohérentes ?

Il n'y a pas de secret : il faut investir pour développer les transports en commun et aider les communes à traiter écologiquement leurs déchets ménagers, dont l'incinération reste très polluante. Nos autoroutes sont saturées de poids lourds : il est urgent de déve-

Pour des énergies régionales propres

opper le ferroutage. Nous devons également prévoir, dans chaque contrat de territoire, une clause « énergie », afin d'inciter plus largement les entreprises et les particuliers à limiter la consommation électrique et à produire localement de l'énergie. Notre Région ne produit que 10 % de l'énergie qu'elle consomme : cela la rend très dépendante. Nous avons du soleil, du bois, de l'eau : c'est une richesse incroyable que nous avons à valoriser. Dans la droite ligne du Grenelle de l'Environnement, la Région devra proposer à chaque territoire qui la compose un « plan climat territorial » adapté à la réalité locale. •

Lycées. Se mobiliser pour la réussite des jeunes

DONNONS LEURS CHANCES AUX LYCÉENS !

D'ici 2030, le nombre de jeunes de moins de 20 ans aura progressé de 85 000 dans notre Région, selon l'INSEE. La Région sera-t-elle au rendez-vous ? En 2003, le Conseil régional adoptait un programme de constructions de 17 nouveaux lycées d'ici 2008... Résultat : seulement 7 lycées ont été construits. Un échec ! Le président de la Région en avait fait la « priorité » de son mandat. Et pourtant, la réalité parle d'elle-même : jamais les lycées n'ont été aussi mal traités qu'au cours des dernières années.

De nouveaux lycées

Dès notre élection, nous lançons une étude afin de construire les lycées nécessaires, en poursuivant deux objectifs : répondre à l'augmentation de la population lycéenne et mieux desservir les territoires et les départements de notre Région. Nous souhaitons



Mieux accueillir les lycéens, afin de leur offrir les clés de la réussite.

que les lycéens puissent être scolarisés au plus près de chez eux. C'est la garantie d'un service public de

qualité et une chance supplémentaire de réussite pour nos jeunes.

Mieux accueillir

Nous ferons un audit de l'ensemble du parc immobilier des établissements, afin de procéder dans les cinq années qui viennent aux réhabilitations qui s'imposent. Notre objectif est d'offrir à chaque lycéen de notre Région des conditions d'accueil et de travail optimales. Un cahier des charges exigeant sera établi : nous appliquerons les normes de Haute Qualité Environnementale dans les constructions comme dans les réhabilitations, les lycées seront équipés des dernières technologies de l'information et de la communication, les activités culturelles et sportives seront encouragées, les restaurants scolaires serviront des produits issus de l'agriculture régionale. Nous voulons que les lycées redeviennent des lieux de vie, d'étude et d'épanouissement.

LE PACTE RÉUSSITE !

Au lycée, la Région s'occupe des bâtiments. Nous voulons aller plus loin et favoriser la réussite des lycéens.

Nous proposerons aux lycées éloignés des grands centres urbains comme à ceux qui accusent un retard pour un motif particulier un « pacte réussite ». Le Conseil régional mettra à disposition de la communauté enseignante des outils pédagogiques performants et donnera aux élèves les moyens de leur réussite : classe numérique (e-cartable, tableau blanc interactif, etc.), financement de cours de soutien et de cours de perfectionnement en langues, échanges internationaux, aide aux activités culturelles et sportives, etc.

LE TICKET +

Notre engagement : apporter à chacun, où qu'il vive dans notre Région, la formation dont il a besoin. Si une formation spécifique est trop éloignée de votre domicile, la Région vous paie le transport !

Offrir partout et dans chaque territoire une formation de qualité est notre priorité. Si vous ne trouvez pas, à côté de chez vous, la formation dont vous avez besoin, la Région vous offre le transport vers votre lieu de formation.

Mieux encore : toute personne suivant une formation se verra attribuer le « Ticket + » que nous mettrons en place : une carte permettant d'utiliser gratuitement les TER et tous les réseaux de transports en commun de la Région. **Notre but : vous faciliter la vie.**



Formation professionnelle. Cap sur les métiers

UNE FORMATION = UN EMPLOI

32 % des jeunes sortent du système scolaire sans diplôme ! Par pure idéologie, la majorité actuelle ne veut pas entendre parler du monde de l'entreprise : elle organise la formation professionnelle sans tenir compte de la réalité économique. Pourtant, ce sont bien les entreprises qui recrutent et offrent des emplois ! Là encore, nous changerons les choses, afin que les jeunes bénéficient de formations professionnelles leur offrant une vraie qualification, un vrai métier et un emploi dès la fin de leurs études ou de leur apprentissage.

Un schéma régional

Cela suppose de mettre en place un « schéma régional de formation aux métiers de demain. » Cela a fait ses preuves dans d'autres pays européens : pourquoi pas chez nous ? Ce schéma sera élaboré en partenariat avec le monde économique de la Région : il permettra de repérer les secteurs où notre Région



manque de personnels qualifiés, il établira quels sont les métiers de demain (notamment dans le domaine de l'aide à la personne, du BTP, des technologies de l'information et de la communication, de l'hôtellerie et de la restauration).

Un emploi à la clé

Ce schéma permettra ainsi au Conseil régional de mettre en place les formations qualifiantes lorsqu'elles n'existent pas dans notre

Le scandale de la formation !

Avec 25 % de chômage chez les jeunes, notre Région ne forme pas aux métiers recherchés par les employeurs ! Résultat : les entreprises régionales doivent recruter des salariés hors de la Région ! Invertissons la tendance : offrons aux jeunes des formations qualifiantes avec de réels débouchés. **Objectif : une formation, un emploi !**

Région ou qu'elles n'y sont pas suffisamment développées, et de mieux sensibiliser les jeunes aux filières qui offrent des débouchés. Des formations qui répondent aux vrais besoins des entreprises, des jeunes mieux informés et mieux orientés : c'est ainsi que nous relèverons le défi de la formation professionnelle et de l'emploi.

E-LEARNING

L'UNIVERSITÉ
DU FUTUR

Les technologies de l'information et de la communication offrent à notre Région de vraies opportunités. Sachons les saisir en proposant un bouquet innovant de formations !

Suivre une formation diplômante sur Internet, c'est désormais possible avec le « e-learning » : vous êtes à votre domicile ou dans votre entreprise et vous pouvez suivre des cours via Internet, contacter un enseignant et recevoir une formation adaptée à vos besoins.

Nous développerons le e-learning dans notre Région, en aidant nos universités et nos établissements d'enseignement supérieur à proposer sur le Net des formations continues et initiales, mais également des modules de développement de compétences, de la validation d'acquis et d'expériences ou de l'initiation à une discipline. •

Universités. Pour une économie de la connaissance
CULTIVONS L'EXCELLENCE

Le monde de l'enseignement supérieur offre à notre Région un rayonnement national et international. Soutenons les initiatives ! Afin de renforcer l'attractivité de notre Région, nous soutiendrons la création de pôles de compétence pour l'enseignement supérieur et la recherche. Cela entraînera une meilleure lisibilité internationale de notre Région.

De nouveaux partenariats

Nous développerons les partenariats entre l'enseignement supérieur, la recherche, les entreprises, en renforçant entre eux les liens physiques et numériques, en créant des groupements d'intérêt scientifique, des réseaux et des centres thématiques de recherche. Un fonds de concours régional permettra aux universités de financer la venue dans notre Région de chercheurs de réputation mondiale et attribuera des bourses post-doctorales.



Nos universités et nos centres de recherches sont un atout pour notre Région tout entière.

Nous élaborerons une stratégie régionale de développement universitaire. Une conférence régionale de l'université et de la recherche verra le jour : elle élaborera une stratégie concertée, elle partagera les constats, fixera des orientations, coordonnera les actions et les initiatives. •

Réussir ITER

L'implantation d'ITER à Cadarache est une chance. Valorisons-la et établissons des synergies entre nos universités et ce grand projet international.

Universités. Partenariats Universités/Entreprises

« LA RÉGION DOIT JOUER COLLECTIF »

Christian Estrosi est ministre de l'Industrie et maire de Nice.

Qu'avons-nous à gagner de partenariats entre l'industrie et l'enseignement supérieur ?

Nous avons tout à y gagner. Nos entreprises sont demandeuses de recherche-développement, pour créer de nouveaux produits, utiliser des technologies de pointe, recourir à de nouveaux matériaux ou encore exploiter le potentiel des nanotechnologies. L'enseignement supérieur a la vocation de concourir à renforcer la compétitivité internationale de notre tissu industriel. Il peut également bénéficier auprès des entreprises de nouvelles sources de financement, d'équipement et de développement. En encourageant les partenariats entre la recherche et l'industrie, la Région peut réellement faire œuvre utile et dynamiser tout à la fois le monde universitaire et le monde économique.

La Région est-elle aujourd'hui sur cette longueur d'ondes ?

Non, malheureusement. Pour des raisons politiques, Michel Vauzelle a tourné le dos aux Pôles de compétitivité initiés par l'Etat. Il a voulu jouer « perso », en créant ses propres structures dans son coin. C'est le règne du « chacun pour soi ». C'est regrettable, car si nous voulons développer nos entreprises, relever le défi des industries de pointe, conquérir de nouveaux marchés à l'international, c'est en jouant collectif que nous pourrons le faire.

Que conseillez-vous au prochain président de la Région ?

J'ai un conseil à donner à Thierry Mariani : la Région doit réapprendre à jouer collectif dans tous les domaines. Universités, Entreprises, Etat, Région, communes : allons-y ensemble ! Mettons nos énergies en commun ! •



Gagnant-gagnant

Universités et entreprises ont tout à gagner à nouer des partenariats entre elles. C'est la clé de notre développement.

VIE ÉTUDIANTE

La présence d'étudiants dans nos villes est un facteur important d'animation et d'attractivité. Le Conseil régional a, dans ce domaine, une responsabilité première.

Avec le CROUS, les villes et les partenaires privés, nous améliorerons le parc de logements pour étudiants dans toute la Région. Nous équiperons les campus de nouvelles bibliothèques et de restaurants universitaires (approvisionnés par l'agriculture locale). Nous enrichirons l'offre culturelle, sportive et de loisirs des étudiants. La Région assurera à chaque étudiant un suivi sanitaire et social personnalisé. De même, l'orientation et les carrières seront assurées tout au long du cursus.



Emploi. L'engagement fort de Thierry Mariani

« POUR CHAQUE EMPLOI, UN COMBAT ! »

Thierry Mariani est député de Vaucluse. Il conduit la liste UMP-Nouveau Centre et apparentés, aux élections régionales.

La Région est durement touchée par la crise, le Conseil régional peut-il aider à nous en sortir ?

Oui. Mais il n'en a pas aujourd'hui la volonté. Michel Vauzelle se distingue par son inaction : la Région n'a pas de plan de relance ! Nos entreprises sont mises à mal. Arkéma, Atmel, MicroST, Moteurs Baudoin, etc., sont au cœur de la tourmente : la Région ne fait rien ! Or, la responsabilité principale du président du Conseil régional est d'être le coordinateur du développement économique...

Vous voulez que la Région joue un rôle plus grand dans le développement économique ?

Je veux qu'elle joue pleinement son rôle et assume, enfin, ses responsabilités. Il faut d'urgence, dès mars 2010, programmer un plan de relance. Il doit être cohérent et venir en complément de l'engagement de l'Etat et des collectivités locales. Nous avons à stimuler



Thierry Mariani : « Je n'aurai pas une minute sans que l'emploi soit au cœur de mes préoccupations. »

l'économie régionale par des investissements d'avenir, mais également nous mobiliser pour sauver, coûte que coûte, les emplois !

Est-ce le rôle d'un président de Région de s'intéresser à l'emploi ?

Je me battrai pour l'emploi. Il n'y a pas de développement possible, il n'y a pas d'avenir pour les habitants sans emploi. Ce sera notre priorité : consolider les entreprises régionales et en faire venir de nouvelles. Notre Région doit créer des activités à forte valeur ajoutée

: nous voulons des emplois durables et de qualité, pas des CDD ni des contrats saisonniers. Stop à la précarité des salariés !

Cela ne se fait pas par magie !

Non, mais c'est possible avec de la volonté et une stratégie ambitieuse. De l'agriculture au commerce de proximité, des services à la personne aux grandes entreprises, de l'industrie aux technologies de l'information, nous prendrons une série de mesures, avec nos partenaires, qui permettront

Plan de relance ?

1 million d'euro, c'est le montant du plan de relance de notre Région. 500 fois moins que le seul département des Bouches-du-Rhône ! Notre première action sera de lancer un plan de relance à la hauteur des enjeux régionaux.

de dynamiser l'activité. Nous aurons également à créer des réseaux d'entreprise, à assurer à chaque territoire un vrai développement économique. Nous miserons sur l'innovation et nous prendrons en main notre développement au sein de l'arc méditerranéen, qui va de Barcelone à Gènes.

L'emploi, cela sera votre dossier personnel ?

Pour chaque emploi, je mènerai un combat. J'irai chercher les investisseurs. Je n'aurai pas une minute sans que l'emploi ne soit au cœur de mes préoccupations, mais j'agirai avec un esprit d'équipe. Car c'est collectivement que nous relèverons ce défi. •

FISCALITÉ

Michel Vauzelle, c'est comme Monsieur Plus : il veut toujours plus d'impôts. Le résultat depuis 1998 :

Taux global : + 110 %
Taxe professionnelle : + 118 %
Taxe foncière bâtie : + 108 %
Taxe foncière non bâtie : + 104 %
Cartes grises : + 58 %

En 1998, le budget de la Région était de 715,75 M€. En 2008, il s'élève à 1 743,3 M€. Vertigineux ! Mais avec quel résultat ?

Avec Thierry Mariani, nous nous engageons à maîtriser la fiscalité : les habitants et les entreprises ne peuvent supporter davantage d'impôts !

Économie. Au plus près des entreprises

L'ÉCONOMIE AURA SES MAISONS

Notre Région est une terre de diversité. Tirons en partie pour développer le potentiel de notre économie. Dans chacun des six départements de notre Région, au plus près de la réalité économique locale, nous planterons des « Maisons de l'Économie ». Elles auront pour vocation de fédérer les initiatives et de permettre à tous les acteurs locaux concernés de travailler ensemble.

L'efficacité collective renforcée

Universités, laboratoires de recherche, organismes de formation, couveuses et pépinières d'entreprises, chambres consulaires, unions patronales : les Maisons de l'Économie seront des lieux d'innovation et d'échanges. Elles favorise-



ront l'intelligence territoriale par le rapprochement des acteurs du développement. Elles assureront ainsi une veille économique territoriale réactive, tout en garantissant l'efficacité collective.

Faciliter le développement local

La mission des Maisons de l'Économie consistera à travailler à la trans-

formation des zones d'activité, à accompagner la diversification des territoires, à consolider les entreprises existantes afin de leur assurer leur développement, à préparer localement de nouvelles implantations, à promouvoir la commercialisation des productions locales, à adapter les formations professionnelles aux réalités de chaque bassin économique, à mettre en place des plate-formes d'initiatives locales.

Elles seront des observatoires privilégiés de l'économie locale, permettant à tous d'anticiper et de s'adapter. Elles seront surtout des acteurs dynamiques du développement : elles participeront à la recherche de nouveaux investisseurs et faciliteront la transmission et la reprise d'entreprises. •

HARMONIE

Notre Région a besoin de développement économique. Mais il doit se faire en harmonie avec nos territoires.

Aujourd'hui, sur 10 emplois créés dans la Région, 3 le sont dans les zones d'activités et le reste en centre-ville ! Pendant que des industries s'implantent dans nos villes, des entreprises de service à la personne vont en périphérie... Ce n'est pas une utilisation désordonnée de l'espace : c'est le monde à l'envers. Il faut préserver l'activité des centres-villes (commerces, artisanat de proximité, services) et trouver un nouvel équilibre.

La Région repensera l'aménagement du territoire, afin que les zones d'activités remplissent leurs fonctions : avec les communes, les départements et acteurs économiques, notre ambition est de faire des zones d'activités de nouveaux centres de vie.

Développement. Pour des zones d'activités de qualité LA RÉGION DOIT REPRENDRE L'INITIATIVE

Si nous voulons développer nos entreprises et en attirer de nouvelles, il faut y préparer nos territoires en les rendant plus attractifs aussi bien pour les investisseurs, les entreprises et les salariés.

Un label qualité

Le Conseil régional mettra en place un « label qualité » pour les zones d'activités. Il sera attribué suivant des critères environnementaux aussi bien que selon les services proposés sur place. Dans le même temps, un grand programme de modernisation de ces zones sera conduit : regroupement d'activités sur les mêmes sites, desserte par les transports publics, aménagement du paysage, lutte contre les pollutions sonores, visuelles et chimiques.

Des services aux entreprises

Nous contribuerons à la mutualisation des outils et des moyens dans chaque zone d'activités (notamment dans le domaine logistique et technologique, dans l'ingénierie



En aménageant mieux les zones d'activités, nous voulons améliorer la vie des salariés.

et l'accompagnement de projets). Il s'agit essentiellement de permettre aux PME-PMI, qui ont des besoins ponctuels dans certains domaines de pouvoir y répondre en coopérant avec des entreprises voisines. Cette mutualisation des moyens sera un facteur important de développement de notre tissu industriel.

Des services aux salariés

Nous transformerons les zones d'activités pour en faire de véritables lieux de vie, en proposant des services qui faciliteront le quotidien de tous les salariés : crèche, halte-garderie, points bancaires, services postaux, salles de sports, navettes avec les centres-villes, restauration, lieux de détente. •

Agriculture. Une stratégie pour l'avenir

NOUS DÉFENDRONS L'AGRICULTURE RÉGIONALE

L'agriculture, c'est l'avenir de notre Région. A l'heure du développement durable, c'est une chance d'avoir une production vivrière à la porte de nos villes, qui nourrit les populations là où elles sont, sans longs transports polluants. Or, l'agriculture est aujourd'hui confrontée à des difficultés d'adaptation et à la concurrence. Les agriculteurs ont besoin d'être soutenus par des dispositifs d'aide à la commercialisation et à l'emploi, la mise en place de pôles d'excellence rurale, la valorisation des produits locaux, le soutien à la pluri-activité (agrotourisme, etc.).

Une charte foncière agricole

Nous élaborerons une charte foncière agricole : elle réaffirmera la place et le rôle de l'agriculture au sein de notre Région. Elle redynamisera les zones agricoles et reconnaîtra leur utilité publique. Nous définirons une stratégie de protection des milieux sensibles,

La Région perd
8 000 ha
des terres agricoles
chaque année !

par la reconquête d'espaces agricoles. Cette charte foncière permettra que les terres agricoles ne disparaissent pas au profit d'une urbanisation anarchique.

Favoriser la pluriactivité

Nous conforterons l'emploi durable agricole, en aidant les employeurs à se regrouper pour limiter leurs charges sociales et moderniser leur exploitation. Nous aiderons l'installation des jeunes agriculteurs et la transmission des exploitations. Nous aiderons les agriculteurs à s'orienter vers la pluri-activité (gîte rural, tourisme vert, œnologie, activités culturelles,



etc.), en simplifiant la réglementation et en développant des formations adéquates.

Résoudre le problème de l'eau

Nous réorganiserons, en partenariat avec les agriculteurs, l'irrigation, afin d'améliorer qualité et quantité, service et coût.

Soutenir la pêche

La Région aidera les pêcheurs à adapter leur flotte. Des actions seront menées en faveur de l'aquaculture. De même, la Région apportera des aides à la transformation et à la commercialisation des produits de la mer. •

Josette Pons : « Vive la préférence régionale ! »

« La Région appliquera la "clause identitaire" à ses marchés publics : l'ensemble des produits frais servis dans les restaurants scolaires des lycées seront exclusivement issus de l'agriculture régionale. Plusieurs avantages : qualité, traçabilité des produits, débouchés assurés pour l'agriculture, mais aussi circuits courts d'approvisionnement pour moins de pollution. »



Josette Pons est députée du Var.

Transports. Il est urgent de coordonner et d'améliorer les transports

NOUS CRÉERONS UNE AUTORITÉ RÉGIONALE

Nos moyens de transports s'asphyxient. Les déplacements deviennent de plus en plus problématiques. Là encore, il faut définir une stratégie et agir, dans la concertation, avec tous les responsables publics. Rendre notre Région plus accessible, faciliter les déplacements, offrir un service public fiable, efficace et de qualité : ce seront les priorités de notre mandat.

Nous établirons un schéma directeur régional des transports, de la mobilité et de l'intermodalité, afin d'élaborer un diagnostic partagé et d'engager des actions.

Une autorité régionale des transports

À l'instar de l'Île-de-France, nous engagerons une réflexion sur la possibilité de mettre en place une Autorité de transport au niveau régional.

Elle aura pour mission de coordonner l'ensemble des modes de transports (routes, fer, air, mer).

Cette autorité aura des objectifs précis et sera attendue sur des résultats concrets : réfléchir à une stratégie sur l'ensemble



Marseille, la Gare Saint-Charles, détail.

des moyens de transports et les coûts aujourd'hui très disparates, augmenter les capacités du transport maritime (voyageurs et fret), moderniser les ports, mettre en place une stratégie régionale aéroportuaire, concevoir les projets d'infrastructures nouvelles qui permettront un rééquilibrage des déplacements en faveur des transports en commun et des

solutions alternatives aux transports routiers pour le fret.

Une obligation de résultats

L'autorité régionale des transports aura également une obligation de résultats. Nous nous engageons à les rendre publics systématiquement. Car, il n'y a pas de service public valable sans obligation de résultats. •

GRANDS PROJETS

Notre Région a un besoin vital d'infrastructures adaptées. Nous conduirons et poursuivrons un certain nombre d'ouvrages prioritaires, dont :

- L2 Marseille
- Léo
- Contournement d'Arles et de Nice
- Liaison autoroutière Fos/Salon
- A51
- Modernisation des infrastructures ferroviaires Marseille, Aix, Canne, Nice
- LGV Sud
- Fos 2xl et 3 xl
- Desserte fret du port autonome de Marseille, traversée du Montgenèvre vers l'Italie (indispensable pour permettre à la Région de participer aux grands échanges européens)
- Mise à niveau de la ligne Fos/Marseille/Aix/Veynes
- Axe Lyon/Turin

BOUGER AUTREMENT

Engagée pour l'environnement et le développement durable, la Région prendra une série de mesures incitatives pour favoriser les modes de déplacement alternatifs.

La Région aidera les communes à aménager des itinéraires cyclables. Elle les accompagnera dans leurs projets de construction de transports en commun en site propre (tramway sur rails et sur pneus). Elle contribuera au financement de navettes entre les centres-villes et les zones d'activité.

En mettant en place une prime spéciale, elle aidera les particuliers à faire l'acquisition de véhicules utilisant des énergies renouvelables (notamment les véhicules électriques).

Déplacements. Faciliter le quotidien des usagers

EN ROUTE AVEC LE PASS TRANSPORTS

Nous voulons faciliter l'intermodalité entre les modes de déplacement. En français, cela veut dire que nous voulons permettre à quelqu'un qui emprunte un train de pouvoir trouver facilement à sa descente un bus, un tramway, louer un vélo ou un véhicule, afin de faire facilement le reste de son parcours. Faciliter la vie, c'est aussi innover en mettant en place un titre de transport unique.

Un titre de transport unique

Le Pass Transports est un titre de transport unique qui permettra à chaque usager de pouvoir utiliser tous les transports en commun, sans avoir à acquérir un nouveau billet ou posséder des abonnements multiples. Celui qui utilise les transports en commun et qui



ainsi contribue à la préservation de notre environnement doit être encouragé à le faire.

Vous simplifier la vie

La création du Pass Transports n'est pas une chose évidente à faire : les acteurs des transports publics sont nombreux, entre les communes,

Un seul ticket pour se déplacer

Avec le Pass Transports, la Région vous simplifiera la vie !

les intercommunalités, les départements, la SNCF, les Chemins de Fer de Provence, etc. Le rôle de la Région est relever ce défi, car l'enjeu est de faciliter la vie de tous les habitants en leur proposant des transports publics fiables et de qualité. La Région n'imposera pas d'en haut ses décisions, mais elle fédérera tous les acteurs. Nous réunirons nos différents partenaires et les usagers des transports. Nous définirons avec eux les modalités du Pass Transports. •

TER. Nous négocierons avec nos partenaires un service garanti !

ASSURER LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC !



Maryse Joissains est députée-maire d'Aix-en-Provence.

Maryse Joissains :
**« Le service garanti :
une urgence sociale »**

« La situation actuelle est inacceptable. Nos concitoyens subissent les conflits sociaux à la SNCF : 13 700 TER supprimés en 2007 ! Les cheminots ont bien sûr le droit de faire grève. Mais les usagers ne peuvent plus continuer à en payer le prix. Il est urgent de mettre en place, dans la concertation, un service garanti. »

Dans une Région où les déplacements sont aussi problématiques que chez nous, le train est l'une des principales solutions. Enfin, à condition qu'il roule ! En 2007, 13 700 TER ont été supprimés, 6 505 pour le seul premier semestre 2009. 1 train sur 4 subit régulièrement des perturbations. Autorité organisatrice des transports ferroviaires régionaux de voyageurs, la Région ne sait pas faire aujourd'hui. Ou ne veut pas. En douze ans de pouvoir, 43 petits kilomètres de voie ferrée ont été seulement renouvelés !

Garantir la qualité

C'est notre engagement : nous sommes résolus à offrir à nos concitoyens des transports ferroviaires fiables, rapides, cadencés, ponctuels, modernes, agréables à fréquenter et connectés aux autres modes de transports (bus,



navettes, vélos, etc.) La Région prendra toutes ses responsabilités pour garantir à chaque usager un service public de qualité.

Un programme ambitieux pour nos TER

Nous lancerons la modernisation des lignes ferroviaires régionales. Grâce à ces lignes modernisées, un service de liaisons de type RER reliera entre elles les grandes agglomérations de notre Région. L'ensemble des gares fera l'objet

d'un plan de rénovation, afin de mieux accueillir les passagers. Mais elles ne seront plus uniquement de simples gares : elles seront des « pôles d'intermodalité ». On pourra y prendre le train, mais aussi les transports en commun, des vélos ou des véhicules, permettant à chacun de gagner du temps. De nouvelles gares, desservant les zones d'activité, seront créées : il s'agit de rendre plus accessibles les lieux où l'on travaille et de limiter l'usage des véhicules personnels.

L'instauration du service garanti

Nous négocierons avec la SNCF et les partenaires sociaux la mise en place d'un service garanti des TER. Les transports publics sont un service public comme un autre. La Région a une mission : assurer la continuité du service public et garantir son accès aux citoyens. •

Aménagement. Mieux relier nos territoires

« NOTRE AVENIR EST MÉDITERRANÉEN »

Jean-Claude Gaudin est maire de Marseille, vice-président du Sénat.

Quel est le grand enjeu pour notre Région aujourd'hui ?

Nous avons un atout majeur : notre position géographique. Nous sommes situés au cœur de l'arc méditerranéen, qui s'étend de Gênes à Barcelone. C'est l'une des zones d'Europe les plus dynamiques : c'est un formidable vivier d'emplois et de développement économique. Le problème est que nous risquons de ne pas être dans le coup : nous sommes trop enclavés et pas suffisamment reliés à ce grand axe.

Personne ne va changer la géographie : on est au cœur de l'arc méditerranéen, on y reste !

Le risque est grand que l'arc méditerranéen passe au-dessus de nous et que ce soient nos voisins de la Région Rhône-Alpes qui bénéficient de ce grand courant d'échanges. Nous avons à gagner notre place.



Comment y parvenir ?

L'urgence, c'est de désenclaver nos territoires et nos départements. Notre Région est l'une des principales destinations touristiques d'Europe, mais elle est aussi l'une des plus inaccessibles ! Notre rôle est de mieux relier nos territoires entre eux. Par la route, mais aussi par le réseau ferré et la mer. Nous avons travaillé avec Christian Estrosi et Hubert Falco pour

convaincre Jean-Louis Borloo de réaliser le TGV Gênes-Barcelone, de desservir Marseille, Toulon et Nice, sans porter atteinte à nos paysages, qui font partie de notre identité et qui sont notre richesse. Nous veillons aussi à ce que cette dépense fort coûteuse ne se fasse pas au détriment du contribuable local ! Par ailleurs, l'espace maritime représente un formidable potentiel en terme d'organisation des transports. Il doit nous permettre de désengorger nos routes littorales saturées, notamment en été.

Mais les transports ne suffisent pas pour conquérir notre place dans l'arc méditerranéen...

Evidemment que non. Nous devons rayonner au-delà des frontières de notre Région : de Gênes à Barcelone, mais aussi dans toute la Méditerranée. En 2013, nous aurons une chance à saisir : Marseille sera alors Capitale culturelle de l'Europe. C'est un puissant levier pour la Région tout entière et

**« Le futur TGV
Gênes-Barcelone
sera respectueux
de nos paysages »**

Et il ne pourra pas être financé par le seul contribuable de Provence-Alpes-Côte d'Azur !

pour son rayonnement, car il y a entre Marseille et l'ensemble de la Région une vraie solidarité : ce qui est bon pour Marseille est bénéfique pour toute la Région. Et vice-versa. Le rayonnement culturel présente aussi un intérêt majeur pour l'économie. Regardons la Catalogne : ils ont su réussir en faisant rimer culture et développement économique. Il ne s'agit pas de les imiter, mais d'inventer notre propre modèle. De même, l'Union pour la Méditerranée, souhaitée par le président de la République, est une chance pour notre Région. C'est sa vocation première. •

POLITIQUE EN ÉCHEC

Le président de la Région affiche un discours social. Mais les chiffres et la réalité démentent ses mots. La Région, aujourd'hui, c'est :

3^e rang national pour la **disparité des revenus** (différentiel entre les plus hauts et les plus bas revenus) ;

4^e rang national pour la **pauvreté des jeunes salariés** ;

700 000 personnes vivent **en-dessous du seuil de pauvreté** : beaucoup plus que la moyenne nationale.

25 % de **chômage** chez les jeunes.

Il est temps qu'avec Thierry Mariani et son équipe, la Région change de politique ! La Région a besoin de vraies réponses aux problèmes que se posent ses habitants.

Solidarités. Pour une Région solidaire FAIRE FACE À LA CRISE

Les chiffres sont alarmants : les inégalités se creusent. Nos entreprises ferment. Les salariés sont laissés sur le carreau. La Région ne peut rester plus longtemps les bras croisés : elle doit se mobiliser avec les autres collectivités pour sortir de la crise. En matière sociale, ce sont les départements et les communes qui ont une compétence légale. Pour l'essentiel, les communes financent les centres communaux d'action sociale. Quant aux départements, ils ont la charge du RSA (revenu minimum d'activités). Mais, face à la crise que nous traversons et qui touche un nombre de plus en plus important de nos concitoyens, la Région ne peut rester inactive. Elle doit jouer le jeu et faire front avec les autres collectivités.

1. Mieux former les personnes
Aujourd'hui, malgré les grands discours, la Région refuse d'assurer la formation professionnelle des bénéficiaires du RSA ! Elle les abandonne dans la précarité, en leur refusant une reconversion et un

nouvel avenir professionnel. C'est inacceptable ! L'emploi et l'activité professionnelle sont, pour nous, le meilleur rempart contre l'exclusion sociale. Avec Thierry Mariani, nous travaillerons main dans la main avec les départements et les communes.

2. Mieux accompagner les entreprises en difficulté

Au lieu de se lamenter et de rejeter la faute sur l'Etat, la Région accompagnera les entreprises en difficulté et aidera, notamment, à la mise en place de cellules de reconversion des personnels.

3. Comprendre et écouter les besoins

Crèches, garderies, accompagnement des familles : les salariés dans notre Région ont des besoins qui, aujourd'hui, ne sont pas satisfaits. C'est un frein pour l'emploi. La Région s'impliquera avec l'ensemble de ses partenaires pour agir au quotidien et «faire du sur-mesure.» •

SÉCURITÉ

LA SÉCURITÉ EST AUSSI L'AFFAIRE DE LA RÉGION

Chaque habitant de notre Région aspire à vivre en sécurité. C'est le droit légitime de tout citoyen. Aujourd'hui, la Région refuse de prendre en compte cette question. Agissons !

La Région prendra le problème de la sécurité publique à bras-le-corps, dans les domaines de compétences qui sont les siens : les TER (trains express régionaux), les lycées, l'aide aux communes et la formation. Des systèmes de vidéo-surveillance équiperont les gares. Des équipes mobiles assureront la sécurité des TER. Nous aiderons, au cas par cas, les proviseurs à améliorer la sécurité dans les lycées. Nous aiderons les maires à installer des équipements de vidéosurveillance dans leur commune. Enfin, nous développerons des formations professionnelles consacrées aux métiers de la sécurité (policiers municipaux et ruraux). •

Logement. Des solutions, vite !

MIEUX SE LOGER DANS NOTRE RÉGION

Il n'y a pas assez de logements. L'accès au logement est une problématique majeure dans notre Région : les difficultés qui en découlent s'étendent à tous les territoires et à toutes les populations. Le déficit de logement est un lourd handicap pour les jeunes, les familles et les populations les plus fragiles. Il constitue un frein au développement de nos entreprises. La Région n'a pas le droit de laisser les communes et les départements faire face tout seuls. Elle doit leur prêter main forte pour trouver des solutions nouvelles.

Un Observatoire régional
Nous mettrons en place un observatoire régional du logement : il permettra aux décideurs publics d'y voir plus clair et de mieux répondre à la demande. Nous inciterons les communes et les organismes locaux à créer des logements mixtes et à améliorer le parc des logements



Investir pour des logements de qualité.

existants. Nous inscrirons les politiques publiques dans une logique de parcours résidentiel, afin de lutter contre les exclusions.

Densification urbaine

L'habitat est aussi une question d'aménagement du territoire : nous inciterons à la densification

urbaine afin d'éviter les effets de mitage du territoire, qui réduisent l'espace consacré aux terres agricoles et à un environnement de qualité. En zone rurale, nous favoriserons la création de «hameaux agricoles» (hangars et logements de saisonniers, par exemple), afin d'éviter les phénomènes de mitage et d'étalement urbain.

Des projets innovants pour l'habitat

Nous développerons les interfaces entre propriétaires, collectivités, promoteurs et locataires, afin de mettre en place une charte régionale de l'habitat. Il s'agit d'établir un pacte régional solidaire incitant l'ensemble des acteurs du logement de faire converger leurs efforts. Nous développerons des projets innovants en matière d'habitat : notamment pour favoriser le maintien des personnes âgées à domicile, au cœur de leur ville et de leur

village. Nous favoriserons l'implantation de crèches dans les quartiers et le développement de formules innovantes (par exemple : solidarité étudiants/personnes âgées). Nous développerons et moderniserons les internats dans les lycées, avec possibilité d'utilisation des logements pendant les périodes de vacances estivales. •

Des logements de qualité

La Région agira pour la qualité des constructions et leur insertion dans le paysage, dans une démarche de développement durable. Elle incitera les collectivités, les promoteurs et les particuliers à construire conformément aux normes de la Haute Qualité Environnementale.

TERRE & MER



Le territoire régional est aussi marin ! La Mer offre un potentiel très important, que la Région doit valoriser. Nous aurons à réussir les interfaces Terre-Mer dans des domaines aussi variés que : le génie océanique, la pénétration sous-marine, la recherche, les technologies du signal, l'armement, la sécurité, l'environnement marin, la sécurité, le transport, le tourisme, la pêche, notamment la pêche artisanale qui demeure un atout considérable pour notre Région.

Gouvernance. Une Région plus proche**NOUS AGIRONS AU PLUS PRÈS DE VOUS**

La diversité de notre Région est contenue dans le nom-même de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Michel Vauzelle n'aime plus la Région : il veut même en changer le nom. Nous, nous aimons notre Région et nous vous proposons de changer de politique en donnant à nos territoires à nos départements toute leur place.

Une politique des territoires

La réforme institutionnelle des collectivités territoriales fera de la Région une institution de proximité, garante des identités locales et des territoires de vie, une instance de coordination et de mise en synergie des acteurs locaux. Anticipons ! Dès mars 2010, faisons de la Région le lieu où l'on se coordonne, où l'on définit de grandes stratégies communes et où l'on agit ensemble, dans le même sens.

Un contrat de territoire

Avec chaque département qui compose notre Région, nous éla-



borerons un « *contrat de territoire* » pour un meilleur service public et une plus grande cohérence des actions publiques.

Des services à votre écoute

Dans chaque département, nous créerons une Maison de la Région. Elle donnera directement accès aux services de la Région. Elle apportera son aide technique et ses conseils aux maires pour monter leurs projets. Elle mettra à disposition des acteurs locaux un certain nombre de services régionaux déconcentrés. •

Construire un vrai service public régional

Avec les contrats de territoires, la Région ne sera plus une collectivité lointaine. Elle offrira un vrai service public régional !

Élaborés avec les acteurs locaux, reposant sur des engagements clairs et soumis à une évaluation exigeante des politiques publiques, les contrats de territoire garantiront à chaque habitant un véritable bouquet de service public, en fonction des besoins et de la réalité du terrain, dans des domaines aussi divers que la santé, les transports, la formation de proximité, les crèches, l'aide à la personne ou les commerces de proximité. Il s'agit de garantir à chacun l'accès aux services publics et leur qualité.

Territoires. Travailler dans la proximité**« UN CONTRAT AVEC LES TERRITOIRES »**

Hubert Falco est maire de Toulon et secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants.

« Territorialiser la Région », ce n'est pas un très beau terme ! Cela veut dire quoi ?

C'est une réalité très simple : tout ne doit plus être décidé, d'en haut, à Marseille ! Chaque territoire, chaque département, a sa spécificité. Il a son identité et sa vocation. Les gens se connaissent et se font confiance les uns aux autres : c'est le lieu des solidarités essentielles. C'est la véritable richesse de notre Région. Il faut leur accorder toute leur place, car ils sont les meilleurs garants de notre réussite collective. En créant dans chaque département des Maisons de la Région, avec des services déconcentrés, en signant de vrais contrats de territoires, en faisant confiance pleinement aux acteurs locaux, nous pourrions réellement assurer le



Hubert Falco avec Jean-Louis Borloo, au banc des ministres de l'Assemblée nationale.

Rétablir la confiance

Notre Région doit faire confiance à ses territoires et à ses forces vives. Avec les contrats de territoire, c'est une nouvelle gouvernance que nous vous proposons.

développement économique, social, culturel de la Région. Une entreprise s'implante d'autant mieux dans un environnement favorable.

Cela veut dire qu'il n'y aura plus de grande stratégie régionale ?

Les grands problèmes sont les mêmes partout, mais ils se posent différemment. Vouloir résoudre

le problème de l'emploi ou aménager le territoire d'une seule et même façon que vous soyez en zone rurale ou en centre-ville, dans les Alpes maritimes ou le Vaucluse, n'a aucun sens. Il faut que la Région ait de grandes stratégies, mais il faut aussi qu'elle sache s'adapter à la réalité locale. « *Territorialiser la Région* », c'est prendre en compte l'environnement et l'identité des gens.

C'est une expérimentation que vous nous proposez là ?

C'est le fruit de notre expérience dans le Var : nous avons territorialisé le département et ça marche ! Aujourd'hui, il s'agit de faire bénéficier la Région de ce qui a fait ses preuves. Cela suppose que le Conseil régional change ses pratiques, qu'il écoute les gens, qu'il travaille dans la confiance avec les maires et les acteurs locaux. •



AVEC THIERRY MARIANI

LA FRANCE CHANGE. NOTRE RÉGION DOIT CHANGER AUSSI

Provence-Alpes-Côte d'Azur : c'est la Région de toutes les diversités. Ses paysages, ses territoires, ses talents : elle a tous les atouts. Donnons-lui toutes ses chances !

Aujourd'hui, le Conseil régional décide de tout, loin de vous et de vos préoccupations. Les 14 et 21 mars prochains, nous vous proposons d'écrire une nouvelle page dans l'histoire de notre Région.

Une équipe au service des habitants

Notre équipe est composée de femmes et d'hommes proches de vous. Ils vivent à vos côtés. Ils sont souvent vos élus locaux. Ils savent que la Région sera d'autant plus efficace qu'elle agira au plus près des habitants et des territoires. Nous n'avons qu'un objectif : agir concrètement pour vous. Nous n'avons qu'une ambition : construire pour vous la Région !

La Région des territoires

Provence-Alpes-Côte d'Azur a des talents, des potentiels naturels, des atouts stratégiques que nous voulons valoriser. Nos territoires

seront reconnus et respectés. Nous agirons au plus près de chacun d'entre eux. Nous travaillerons avec les élus et les forces vives pour faire bouger nos territoires et notre Région tout entière.

Une Région qui s'engage pour l'avenir

Provence-Alpes-Côte d'Azur est confrontée aujourd'hui à de graves problèmes. Nos paysages sont menacés. Elle est la plus polluée des Régions françaises. Nos entreprises vont mal et le chômage frappe les habitants, en particulier les plus jeunes. L'insécurité frappe jusque dans nos lycées. Notre équipe s'engage à apporter des réponses concrètes, à travailler sans relâche. Notre équipe se battra pour l'emploi et la sécurité !

Thierry Mariani

Député de Vaucluse
Tête de liste régionale UMP
Nouveau Centre et apparentés

NOS PROPOSITIONS POUR LA RÉGION



- Nous donnerons la priorité à la formation professionnelle : **une formation = un emploi**
- Nous nous battons pour sauver **l'emploi** et en créer de nouveaux
- Nous mettrons en œuvre un plan de **sécurisation de nos lycées et de nos transports publics**
- **Trop d'impôts !** Nous maîtriserons la pression fiscale
- Nous proposerons **le Chèque Vert** pour aider chacun à agir pour préserver l'environnement
- Nous défendrons **l'agriculture régionale** en regagnant des espaces agricoles
- Nous instaurerons le **service garanti** pour les TER et nous mettrons en place le « Pass transports », **titre unique de transport**
- Nous agirons au plus près de vous, en créant, dans votre département, les **Maisons de la Région**, clés d'un nouveau développement local

NOTRE RÉGION NE SE FERA PAS SANS VOUS

Oui, je souhaite apporter mon soutien à Thierry Mariani et à son équipe.

- Je veux participer à la campagne et souhaite être tenu informé(e) de son actualité.
- Je veux participer financièrement à la campagne et je joins un chèque d'un montant* de : à l'ordre de Richard Miron, mandataire financier de Thierry Mariani.

Nom Prénom

Adresse

Ville Code Postal

Téléphone E-mail

Bulletin à découper ou à recopier sur papier libre, et à renvoyer à : Permanence régionale de Thierry Mariani, 62 boulevard des Dames, 13002 Marseille. Mail : contact@mariani-paca2010.fr



* Le reçu qui me sera adressé par le mandataire financier, édité par la CNCFCF, me permettra de déduire cette somme de mes impôts dans les limites fixées par la loi. Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, ce mandataire financier, désigné le 10 octobre 2009 est seul habilité à recueillir des dons en faveur de Thierry MARIANI dans les limites précisées à l'article L. 52-8 du Code électoral, modifié par la loi de finances pour 2006, article 5 II n° 2005-1719 du 30 décembre 2005.

www.mariani-paca2010.fr



Imprimé sur papier recyclé.
Ne pas jeter sur la voie publique. Vu, le candidat.